

Regards croisés sur Nuit debout et les Gilets Jaunes : l'hypothèse d'un engagement amphibie

GIS 2019 : « Localiser l'épreuve démocratique. Assemblages, circulations, imaginaires »

Arthur Guichoux – Doctorant en sociologie et philosophie politique à l'université de Paris Diderot.

Le 26 janvier 2019, la manifestation parisienne des Gilets jaunes devenue un rituel depuis l'Acte I du 17 novembre 2018 s'achève place de la République. Ce rassemblement avait été annoncé par un événement Facebook avec pour objectif de transformer la place en rond-point géant en contre-pied à l'organisation du « Grand débat ». L'initiative de la « Nuit jaune¹ » peut s'analyser comme une tentative de jeter un pont entre les « Nuits debout » du printemps 2016 et le mouvement des Gilets Jaunes de l'hiver 2018. Mais elle se heurte aussitôt à une présence policière massive ; cette occupation tuée dans l'oeuf est cependant significative des dynamiques récentes d'un espace des mouvements sociaux² en pleine recomposition.

Si les séquences contestataires se suivent, la continuité entre Nuit debout et les Gilets jaunes ne va pas de soi. L'expulsion *manu militari* des participant.e.s à la « Nuit Jaune » est symptomatique d'un degré croissant de répression policière et judiciaire. Sur le terrain, cette augmentation se traduit par une stratégie de la tension qui vient principalement des forces de l'ordre. Elle participe de l'isolement de la police française³ par opposition avec les stratégies de désescalade généralisées en Europe. En 2016, il était déjà possible d'observer les prémices d'une criminalisation croissante des mobilisations : le recours systématique à la « nasse » ou l'usage massif du gaz lacrymogène. Mais le canon à eau n'était de sortie qu'exceptionnellement (le 14 juin 2016 notamment qui représente le pic de mobilisation avec le 31 mars) alors que sa présence est devenue systématique en 2018. Le 8 décembre 2018, lors de l'Acte III, douze blindés de la gendarmerie sont même de sortie pour « maintenir » l'ordre. Plusieurs milliers de blessé.e.s ont été recensé.e.s (plus de 4000), 24 personnes éborgnées, 5 mains arrachées, plus de 2000 condamnations le plus souvent par comparution immédiate. Mais la répression subie n'est pas le seul point de discontinuité.

Les deux mobilisations prennent racine dans des pétitions qui ont recueilli plus d'un million de signatures contre la taxe carbone (TICPE) ou la loi « travail ». Elles sont prises dans des *dynamiques de débordement* qui n'ont pas la même ampleur : le 17 novembre 287 000 personnes défilent dans les rues de Paris selon le ministère de l'intérieur tandis que les centaines de Nuits debout n'ont donné lieu qu'à une mobilisation plus clairsemée, avec au maximum 3000 à 4000 participants place de la République les grands soirs. Si on compare avec les quatre mois de mobilisation contre la loi travail, les appels intersyndicaux n'avaient pas rassemblé plus de 400 à 500 000 personnes selon les organisations (130 000 selon la police⁴).

1 « Nuit jaune » est le nom d'un événement collectif lancé le 22 janvier 2019 sur les réseaux numériques.

2 Lilian Mathieu, *L'espace des mouvements sociaux*, Sociopo (Bellecombe-en-Bauges: Éditions du croquant, 2012).

3 Olivier Fillieule & Fabien Jobard, « Un splendide isolement », *La Vie des idées*, 24 mai 2016, <http://www.laviedesidees.fr/Un-splendide-isolement.html>.

4 Ce qui pose la question de savoir dans quelles proportions les chiffres du ministère de l'Intérieur sont sous-estimés. Le collectif « Nombre jaune » comptabilise pour l'acte XVIII du 16 mars 2019 un total supérieur à 200 000 mobilisé.e.s contre environ 40 000 selon la police.

Le contraste ne s'arrête pas à une différence d'échelle : il se joue au niveau des lieux et des symboles (les places de centre-ville *versus* les gilets fluorescents qui sont par définition « mobiles ») ainsi que du mode d'action nettement plus diversifié et offensif du côté Gilets jaunes. Les cabanes construites sur les ronds-points, les blocages de flux (péages, sites de production, avenues mondaines) et les manifestations interdites ou empêchées sont plus incisives que les occupations déclarées en préfecture⁵, même si des actions plus sauvages ont parfois eu lieu (Interruptions de conseils municipaux, Apéro chez Valls à Paris, soutien à des piquets de grève). Samedi après samedi, à Paris, Toulouse, Bordeaux ou Marseille, les « actes » ont été émaillés par des affrontements d'une rare intensité (ce qui ne veut pas dire sans précédent dans l'histoire des mouvements sociaux à l'échelle nationale si on se réfère, par exemple, à la mobilisation sectorielle des marins-pêcheurs du 4 février 1994 à Rennes⁶).

Le refus de revendiquer (« Nous ne revendiquons rien » ou « Contre la loi travail et son monde ») caractéristique de l'esprit deboutiste se distingue des revendications qui sont apparues de plus en plus structurées au fil d'un mouvement social d'une exceptionnelle longévité. D'après une synthèse tirée du « Vrai débat », le Référendum d'Initiative Citoyenne, les Services publics, la justice sociale (augmentation du SMIC et des pensions de retraite) et fiscale (rétablissement de l'ISF) et les revendications écologiques dessinent les points cardinaux des exigences portées par les Gilets Jaunes⁷. A court-terme, il résulte de ces différences un rapport de forces et des *effets* contrastés puisqu'il a fallu seulement trois semaines aux Gilets Jaunes pour faire plier l'exécutif et annuler la taxe carbone tandis que la loi « travail » a finalement été promulguée le 8 août 2016 via le contournement du 49-3 après des mois dans la rue. La comparaison entre les mouvements nés en 2016 et en 2018 s'est également construite sur l'hétérogénéité des bases sociales. Aux classes moyennes urbaines et professions intellectuelles en voie de déclassement auraient succédé les classes populaires des employés, ouvriers, professions intermédiaires et manuelles.

Ce constat fortement relayé dans l'espace médiatico-politique et les cercles militants est cependant nuancé par la présence de nombreux « nuitdeboutistes » dans les rangs des Gilets jaunes. C'est sous cet angle précis, centré sur le cas de Paris, qu'il est proposé d'aborder la question des liens entre l'engagement dans les « Nuits debout » et parmi les Gilets Jaunes.

Les intersections parisiennes Nuit debout – Gilets jaunes

Ce constat est apparu au cours d'entretiens réalisés avec des participants à l'occupation de la place de la République pendant le printemps 2016 ; il s'est confirmé par l'observation participante des manifestations parisiennes. Les Gilets Jaunes sont apparus en toile de fond des échanges que j'ai pu avoir avec les « deboutistes », ce qui a fait émerger une hypothèse incidente sur la continuité de l'engagement d'une mobilisation à l'autre. Engagement peut être entendu au sens général que lui donne Howard Becker d'une « trajectoire d'activité cohérente⁸ ». Ici la cohérence se situe au niveau d'une activité protestataire qui s'inscrit principalement en dehors des sentiers battus, à l'extérieur

5 Initialement, l'occupation devait durer au moins trois jours d'affilée, jour et nuit, dans le cadre d'un campement organisé par le DAL.

6 Pour des affrontements d'une intensité comparable ailleurs qu'à Paris, cf archives de l'INA <https://www.ina.fr/video/RNC9402052955>

7 Eléments de synthèse réalisés par le groupe de travail de Triangle (du 8 au 18 mars 2019) http://levd.gj-c.fr/wp-content/uploads/2019/03/triangle_1803.pdf - 1. RIC ; vote blanc ; critique des privilèges ; 2. Services publics ; Egalité d'accès aux infrastructures de soins et de transport ; nationalisations 3. Demande de justice sociale et fiscale 4. Revendications écologiques.

8 Howard S. Becker, « Sur le concept d'engagement », *SociologieS*, 22 octobre 2006, <http://journals.openedition.org/sociologies/642>.

des chemins balisés par les partis et les syndicats. L'engagement ne se mesure donc pas au fait d'être affilié à un collectif qui dispose d'une existence légale pas plus qu'il ne cesse quand une mobilisation prend fin. Nuit debout et les Gilets jaunes peuvent se caractériser comme des mouvements « hors-cadre » qui ont ouvert des espaces de mobilisation singuliers. Ils charrient un en ce sens grand nombre de questions.

Quel est le profil des « nuit-deboutistes » devenu.e.s « Gilets jaunes » au cours de la séquence ouverte depuis novembre 2018 ? Quelles raisons ont pu conduire à enfiler un gilet fluorescent ou au contraire quels ont été les freins qui ont ralenti ou contrarié l'engagement ? Quelles formes a-t-il pris, avec ou sans le fameux gilet ? Y a-t-il véritablement une *cohérence* dans ces trajectoires individuelles qui peuvent paraître éclatées ?

Ce questionnement rejoint un point plus général qui ne sera pas traité ici et qui concerne les effets tant individuels (conséquences biographiques, bifurcations ou ruptures) que collectifs (effets structurants sur le monde militant, groupes affinitaires, collectifs) engendrés par l'expérience de l'occupation de la place de la République en 2016 (à laquelle Nuit debout ne se résume pas) et qui nuance fortement le présupposé répandu et infantilisant selon lequel ces mouvements n'ont rien donné, sous-entendu qu'ils ne se sont pas structurés en mouvement politique, ce qui semble une vision assez réductrice du changement social.

Dans une perspective à la fois micro et mésologique, on peut distinguer trois cas de figure dans une perspective qui reste idéale-typique dont les limites se situent au niveau des interférences et des croisements entre ces différentes classifications. Je m'appuie ici principalement sur les entretiens avec les protagonistes de « Nuit debout »-Paris.

1. Des engagements hétérogènes

Premièrement, la discontinuité entre Nuit debout et les Gilets jaunes. Un membre actif de la Commission « démocratie » montre une certaine distance avec ce qui se joue tous les samedis à Paris, non pas pour des raisons politiques mais par indisponibilité biographique. L'exploitation à temps plein d'un théâtre ne lui permet pas de se rendre aux manifs hebdomadaires mais il suit activement sur les réseaux numériques.

D'autres au contraire se tiennent volontairement à distance par réticence ou méfiance politique : c'est le cas d'un animateur de la commission « Françafrique » qui ressasse son aversion pour, je cite, « le mélange rouge-brun » des Gilets jaunes qu'il perçoit comme un mélange entre la gauche radicale et parlementaire - et des éléments actifs ou passifs qui relèvent du fascisme⁹. Cette confusion des genres est rapportée à la présence avérée de militants royalistes, d'Action Française, de para-militaires et de groupuscules d'extrême-droite, surtout dans les premiers mois de mobilisation. Un autre motif de non-engagement tient à la fois au positionnement social et au mode d'action. C'est ce que répond Benoît, qui se définit d' « extraction bourgeoise » et refuse de prendre part aux manifestations qu'il juge trop insurrectionnelles. Cela n'est pas synonyme pour autant de désengagement puisque c'est un élément moteur de « Radio parleur » qui est issu de la galaxie Nuit debout et du pôle « Communication ». Une autre personne de ce *media center* confirme également ne pas prendre part aux manifs du samedi de peur de prendre un mauvais coup.

9 Fil de conversation Telegram.

2. Les virtuoses d'une mobilisation à l'autre

Deuxième point : les deboutistes devenus gilets jaunes dans le cadre d'un engagement de longue durée. Ce sont des individus engagés dans des *carrières*¹⁰ militantes au long cours et qui sont positionnées dans « l'espace des mouvements sociaux ». Pour ces profils majoritairement urbains, la participation aux manifestations GJ s'est vite imposée comme une évidence. Etienne, membre actif de l'Assemblée Générale Inter-professionnelle – l'AG « interpro »- d'Île-de-France, est de tous les combats depuis presque vingt ans. Le passage par les indignés de 2011, Nuit debout puis les Gilets Jaunes était donc incontournable. Il s'investit également dans « l'assemblée des assemblées » de Commercy et de Montceau-les-Mines. L'ADA qui s'est récemment tenue à Montpellier est d'ailleurs noyauté par une partie de militants chevronnés et traversée par des luttes d'influence qui évoquent celles qui ont affecté Nuit debout (tensions entre insurrectionnalistes – citoyennistes primo-engagés – militants aguerris ou professionnels).

L'exemple du collectif-journal *Plein le dos* (pour une mémoire populaire, la rue contre le mépris)

La question ne s'est pas posée longtemps non plus pour Lucie qui faisait partie du « comité de pilotage » à l'initiative de Nuit debout. Avec d'autres, elle a créé début janvier 2019 le journal *Plein le dos* qui est aussi un collectif. Il se présente comme un kaléidoscope où on peut lire un échantillon de l'histoire qui est en train de s'écrire au dos des gilets puisque c'est devenu un vecteur d'expression qui s'ajoute voire se substitue aux traditionnelles banderoles.

Le journal est distribué à prix libre en manif¹¹ par un groupe de volontaires dont une partie est issu du groupe affinitaire qui avait lancé Nuit debout. C'est aussi un archivage en temps réel des panneaux revendicatifs qui rend compte du tissu de références dans lequel ils s'inscrivent. Ce n'est pas la seule dimension de ce travail (militant) qui se fait l'écho de *discours* souvent disqualifié comme un *bruit*¹¹ animal et privé de sens ; puisqu'un numéro coûte environ vingt centimes à imprimer, le reste de l'argent est reversé aux caisses de défense collective et de solidarité pour les mutilé.e.s¹². Le collectif s'est récemment structuré comme association afin de récolter les dons (Comité Vertigo). On peut observer deux niveaux de continuité avec Nuit debout.

1. Un engagement individuel de longue date qui se redéploie en situation. Comme le souligne un autre membre du collectif¹³, Lucie abat un travail énorme en mobilisant ses compétences professionnelles en graphisme et en communication. D'ailleurs, la continuité ressort à travers la typographie qui est identique en tous points à celle qu'on trouvait sur les tracts de Nuit debout qui

10 Olivier Fillieule, « Carrière militante », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Références (Paris: Presses de Sciences Po, 2009), 85-94, <https://www.cairn.info/dictionnaire-des-mouvements-sociaux--9782724611267-p-85.htm>.

11 Jacques Rancière, *La méésentente: politique et philosophie*, Collection La philosophie en effet (Paris: Galilée, 1995), p. 53. Sur la distinction entre le logos et la phoné, entre le discours et la voix.

12 Pour plus d'informations, voir le site <https://pleinledos.org/>

13 Selon Bertrand, le collectif *Plein le dos* se structure autour de quatre personnes motrices fortement investies (dont Lucie), d'un deuxième cercle dont il fait lui-même partie issu du groupe affinitaire de départ et d'un réseau plus large de « distributeurs » qui distribue un peu partout. « Pendant l'été, on a mis en place des réseaux de diffusion ailleurs qu'à Paris. On a fait passer nos feuilles et réapprovisionné les stocks à Amiens, Avignon, Bordeaux, Châtelleraut, Clermont-Ferrand, en Corse, à Lamballe, au Havre, à Liège (Belgique), Lille, Rochefort, Sens, Toulouse et Vaour. En septembre, on a fait un n°7, qu'on a diffusé lors des manifestations de la rentrée. On arrive donc à huit numéros au total, en comptant les hors-séries "Quartiers populaires et violences policières" »

étaient eux même issus de la police d'écriture d'un collectif antérieur (« Ne pas plier »). Elle montre aussi une disponibilité face à l'événement : Lucie raconte avoir mis en sommeil ces activités militantes pendant les deux ans qui sont suivi sa défection de Nuit debout. Les GJ sont vite perçus comme une fenêtre d'opportunité même si le « RIC » est initialement perçu comme un « truc de droite ».

2. Il y a une disponibilité face à l'événement qui ne se joue pas qu'au niveau individuel puisqu'une partie du groupes affinitaire qui avait lancé Nuit debout se reconstitue à cette occasion. C'est le cas par exemple de Bertrand, informaticien d'une soixante d'année, qui milite aussi à ATTAC. S'il ne se sent pas légitime à porter le gilet¹⁴, il se présente comme un « soutien actif ». Dans son cas, l'engagement aux côtés des GJ passe principalement dans la rue par les distributions de *Plein le dos* (pas d'assemblée dans son quartier de Paris) mais aussi par des appels à manifester via ATTAC¹⁵. Le 21 septembre dernier, il a joué un certain rôle dans le maintien de l'appel à se rassembler près de la Madeleine dans le cadre de la « Convergence pour le Climat et Gilets Jaunes » malgré l'interdiction préfectorale.

3. Les novices : des nuitdeboutistes devenu.e.s Gilets jaunes

Que sont devenu.e.s les protagonistes dont l'engagement militant s'est noué à la place de la République à partir du 31 mars 2016 ?

Il faut repartir des conséquences biographiques de la (semi-)occupation de la place. On dit souvent que les « mouvements de places¹⁶ » ont été sans lendemain, sont restés intransitifs ou que leur productivité politique a été nulle. Pourtant, beaucoup de participant.e.s racontent que l'engagement – intermittent ou à corps perdu - dans les préparatifs, dans une commission ou par les manifestations contre la loi travail a déplacé le rapport à la politique des celles et ceux qui ont passé du temps sur les places. Quand je demande à Etienne, qui est assistant parlementaire et très actif dans le Comité de Libération et d'Autonomie Queer, s'il militait déjà avant Nuit debout, voici sa réponse :

« Bonne question est ce que j'avais encore des réseaux militants... eh bah purée attends je sais pas du tout. Bah non en fait parce qu'au niveau de la licence, j'avais pas de pote militant. Non non c'est vraiment Nuit debout qui a fait que... avant Nuit debout, des potes politisés on va dire, avec qui on parle de politique mais avec qui on milite pas. Moi pas de militantisme et après Nuit debout, bah là j'ai presque que des potes militants. A tel point que j'ai oublié comment était ma vie avant. Mais c'est vrai que j'avais pas de... mais c'était qui mes potes avant du coup? (il réfléchit) bah non c'était pas des militants. Bah non c'était à Nuit debout, je m'en étais pas rendu compte, tu vois. »

14 Une autre militante d'ATTAC, également engagée dans Nuit debout et dans les actions de solidarité avec les exilés, confie n'avoir porté le gilet que tardivement, après avoir vite constaté sur le terrain que l'image de « foules haineuses » était une construction médiatique.

15 Association pour la Taxation des Transactions Financières et l'Action Citoyenne, acronyme de l'organisation altermondialiste créée en 1998.

16 Geoffrey Pleyers et Marlies Glasius, « La résonance des « mouvements des places » : connexions, émotions, valeurs », *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, n° 2 (16 décembre 2013): 59-80, <https://doi.org/10.4000/socio.393>. Ce texte est au coeur de l'espace discursif qui s'est construit dans le sillage des dits « mouvements de places ».

Dans le même sens, Bryan, qui se définit comme « anarchiste », électron libre pendant Nuit debout, raconte s'être radicalisé à ce moment-là :

« -Tu veux dire t'allais où dans la manif ?

- Quand je dis mes premières manif c'était le 9 mars, les premières manif où c'était un truc où j'étais pas juste là en touriste, bah justement, le processus de radicalisation, dans la géographie de la manif, elle se voit dans le fait que je me suis rapproché de la tête progressivement où au début... et d'ailleurs, en fait, on s'est radicalisés en même temps avec Timothée parce que lui était en mode, on suit le truc de la CGT, en mode frites-merguez voilà. Et un moment j'en ai eu trop marre et j'ai dit mec, "viens on va devant" et il me disait "non putain, la flemme, on va se prendre des lacrymos" et on était jamais allés en plus. Moi je trouvais ça chiant. J'y suis allé et en plus j'ai été emporté dans le truc, moi tu sais j'étais pas équipé, j'avais ni masque, rien pour me camoufler et j'ai commencé à péter des vitrines de Speedy, des pubs Yves Saint Laurent, des bagnoles, toutes les Mercedes que je voyais, j'étais trop content, tu vois. »

A la suite de Nuit debout, Bryan continue de militer activement dans le milieu « autonome¹⁷ ». Il fait part de son étonnement face à la détermination qu'il constate du côté des Gilets Jaunes. Dans un autre registre, Marianne d' « Orchestre debout » souligne les « gros débats » qui ont eu lieu « pour savoir si on veut aller jouer pour les GJ ». L'orchestre participe finalement en soutien à la marche des mutilés du 2 juin¹⁸.

« Je crois que c'est jamais arrivé qu'on dise non pour autre chose que des contraintes logistiques. Par exemple aujourd'hui il y avait quelqu'un qui voulait qu'on joue contre le Brésil et Bolsonaro sauf qu'il nous a prévenu il y a trois jours... mais sinon on a quasiment jamais dit non je crois. Et voilà parfait il ya des débats entre nous parce qu'il y a des fois on propose pour aller à des endroits. Notamment on a eu des gros débats au moment des GJ surtout au début pour savoir si on veut aller jouer pour les GJ. Finalement on en a fait une pour les GJ, c'était pour les mutilés. »

Si une des propriétés des événements est de faire rupture¹⁹, de provoquer un « avant » et un « après », alors les Nuits debout peuvent être considérées comme un événement. Ces conséquences ne sont pas que des ruptures nettes et franches – ruptures amicales, amoureuses, professionnelle...-, elles se présentent aussi comme des bifurcations. Les trois cas de figure présentés ici permettent de ressaisir l'événement dans la durée. Les « Nuits debout » ne se réduisent pas au temps des occupations, à la construction des commissions ou à la spirale assembléiste : elles ont une temporalité propre qui se rejoue en situation. On observe qu'un des ressorts de l'engagement tient à des compétences apprises dans d'autres contextes : compétences musicales (Marianne) ou professionnelles (Lucie), par exemple ; mais elles font aussi appel à des savoir-faire acquis au fil d'expériences contestataires comme les compétences organisationnelles mais aussi les compétences émeutières en ce qui concerne les militants autonomes qui vont *aux* Gilets Jaunes parce qu'ils font partie « du » bloc.

Du positionnement dans Nuit debout à la perception des Gilets Jaunes

17 Le diminutif dérivé du terme « autonome » désigne une mouvance qui se définit par leur autonomie vis-à-vis des cadres de mobilisation traditionnels, à distance des organisations partisans ou syndicales. La constellation autonome émerge en France dans les années 1975 (en 1977, l'Assemblée Générale Parisienne des Groupes Autonomes) avant de se connecter à l'anti-fascisme et de réapparaître au fil des luttes de la gauche extra-parlementaire. Cf l'article de VITIELLO Audric, « « Ultra-gauche » : esquisse de généalogie d'un courant politique radical », Fondation Jean Jaurès, 15 mars 2019, 23 pages, [<http://michelgiraud.fr/files/2019/03/ultra-gauche-esquisse-de-genealogie-d-un-courant-politique-radical.pdf>]

18 Marche des mutilés le 2 juin 2019 entre 300 et 400 participants dont une partie des personnes mutilées.

19 Nagisa Mitsushima. Les institutions de la stupeur. Retour sur les sociologies de l'événement. Sociétés Plurielles, Presses de l'INALCO, 2017, Les sciences humaines et sociales à l'épreuve de l'événement. fihal-01509577f

A partir de ces croisements qu'il faudrait approfondir bien sûr, il est possible d'amorcer une hypothèse adjacente sur la continuité et les modes de l'engagement. Le positionnement et le degré d'engagement pendant Nuit debout pourraient jouer comme facteur explicatif du rapport – distancié ou proche - aux Gilets jaunes. Ce qui nous rappelle que Nuit debout n'était pas une entité homogène mais s'est tramé dans des conflits parfois virulents.

A de rares exceptions près (comme Bryan), les membres du *media center* ne sont pas plus descendus dans la rue pendant les manifestations Gilets jaunes que pendant les manifestations contre la loi travail. En revanche, il est fréquent que celles et ceux qui ont fait leurs premières armes dans le travail des commission de Nuit debout rejoignent également les manifs du samedi. C'est le cas des « novices » qui se sont politisés pendant les manifestations contre la loi travail, en particulier à l'intérieur des « nasses » qui se sont improvisées comme espaces de sociabilité.

Ce trait commun rappelle que Nuit debout ne s'était pas joué que sur la place qui était à la fois un vivier et un refuge pour une partie du « cortège de tête » où se croisaient deboutistes, toots, CGTistes ou primo-manifestants. Ce qui souligne une autre continuité entre ces deux séquences distinctes dans une pratique de la manifestation qui tend à se *dé-pacifier* depuis que s'est accéléré le cycle de répression après les attentats de novembre 2015 et l'annulation de la COP21.

Un dernier point à soulever tient au caractère multi-positionné des militants qui ont fourni un travail d'organisation considérable pour Nuit debout avant de se fondre dans les manifs Gilets Jaunes tout en maintenant d'autres engagements en parallèle (ATTAC par exemple).

Nuit debout, Gilets jaunes, des épreuves démocratiques ?

Il y a donc des passages entre ces « mouvements » ou plutôt ces « espaces de mobilisation » fortement contrastés au niveau sociogéographique. Ils présentent des caractéristiques qui peuvent les rapprocher : ce sont des mouvements pluriels et multi-situés qui se sont construits en dehors des appareils partisans et syndicaux (même s'il ne faut pas confondre les bases syndicales avec les confédérations). Le refus de la représentation porte une critique de la démocratie représentative et ses médiations. Critique peut s'entendre au sens d'une attitude commune de refus d'être gouverné de la sorte²⁰ qui se déchiffre dans les appels à la démission de Macron, la dénonciation des violences d'Etat (« Ils ont la police, on a la peau dure ») ou les exigences de justice fiscale, sociale et écologique (« Fin du mois, fin du monde : même combat »).

Autre trait commun entre *Nuit debout* et les Gilets Jaunes : les « cabanes » et les ronds-points occupés qui se transforment en *places* et les pratiques d'assemblée, les activités politiques ou les pratiques quotidiennes caractéristiques-typiques d'une occupation. Ce sont des « mouvements 2.0²¹ » qui s'organisent et agissent via les réseaux numériques. Ils s'exposent par conséquent aux mêmes écueils : l'horizontalité sur la place ou dans les manifs se heurte à l'émergence d'une avant-garde digitale²². L'absence de chef (autoproclamé ou acclamé) entre en tension avec le retour des leaders sur les réseaux (Eric Drouet, Maxime Nicole, Priscillia Ludowsky, Jérôme Rodrigues) et les luttes pour le pouvoir, à commencer par le pouvoir de la parole. Ce qui rejoint un nœud de problèmes plus vaste et pose la question du conflit à *l'intérieur* des mouvements. La critique de la

20 « Qu'est-ce que la critique ? Critique et *Aufklärung* », Bulletin de la société française de philosophie, 84^{ème} année, n°2, Avril-Juin 1990

21 Manuel Castells, *Networks of outrage and hope: social movements in the Internet Age* (Cambridge, UK ; Malden, MA: Polity Press, 2012).

22 Paolo Gerbaudo, *Tweets and the streets: social media and contemporary activism* (London: Pluto Press, 2012).

structure oligarchique du champ politique peut avoir tendance à pencher vers une vision homogène du peuple au risque de gommer les contradictions et les fractures de classe, de race, de genre. C'est par exemple le cas du consensus citoyen de Nuit debout ou des appels à la démission du président de la République²³ (GJ : que se passe-t-il quand la revendication ne fait qu'interpeller *en personne* les détenteurs du pouvoir et non sa *structure* ?).

Comment faire du conflit « un moteur de croissance²⁴ » pour engager un rapport de forces avec les institutions locales et nationales plutôt que d'en faire un frein ou un obstacle à la construction du collectif ? Dans tous les cas, il semble que le carburant de ce moteur, c'est bien « la rage » éprouvée par Françoise²⁵ et que n'en finit pas d'alimenter le grand partage entre profanes et savants dans ce qui est pourtant l'affaire de n'importe qui : la politique.

23 « Les Gilets jaunes et la question démocratique - Samuel Hayat - « Le référendum était l'une des multiples revendications du mouvement, c'est devenu en quelques jours son nouveau symbole, un aboutissement. » », lundimatin, consulté le 7 novembre 2019, <https://lundi.am/Les-Gilets-jaunes-et-la-question-democratique-Samuel-Hayat>.

24 Claude Lefort, *Elements d'une critique de la bureaucratie*, Gallimard, 1979 (1971).

25 La trajectoire militante de Françoise, environ 60 ans, au chômage longue durée, s'est brutalement accélérée lorsqu'elle s'était retrouvée directement confrontée à la répression des militants qui avaient manifesté contre la COP 21 bravant l'interdiction liée à l'état d'urgence. Elle fait état d'un « choc moral » et dresse un constat qui peut s'étendre à de nombreux cas, se traduisant par un déplacement vers l'avant du cortège et une pratique d'action directe ou de soutien physique ou médical en réponse à des conditions de plus en plus répressives. Circulant entre les champs associatifs et militants, Françoise étaye également l'hypothèse déjà éprouvée de la multi-positionnalité dans l'espace labile des mouvements sociaux.